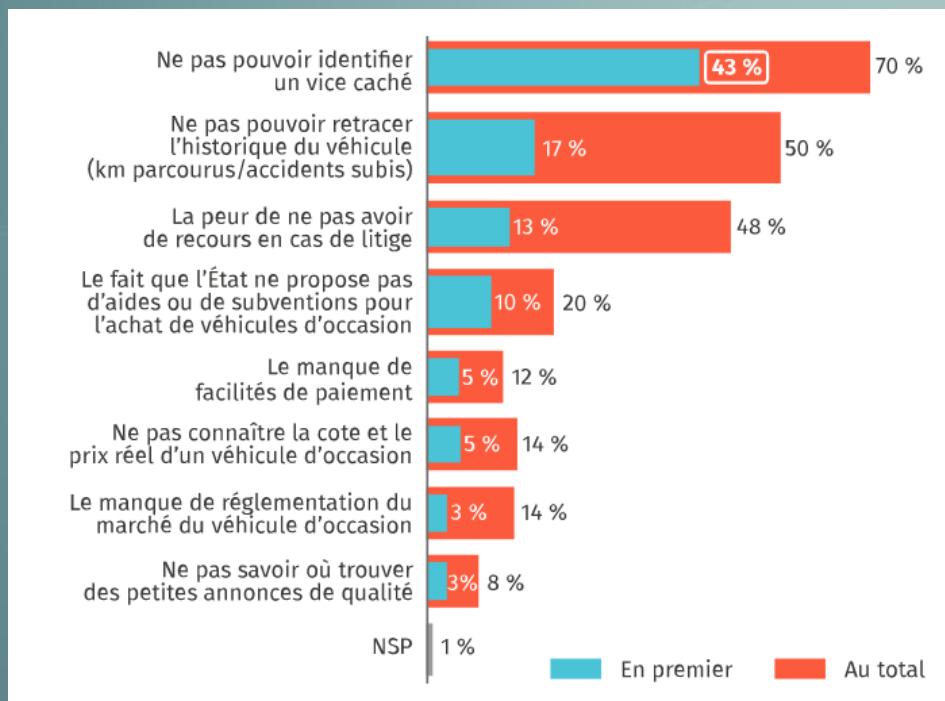


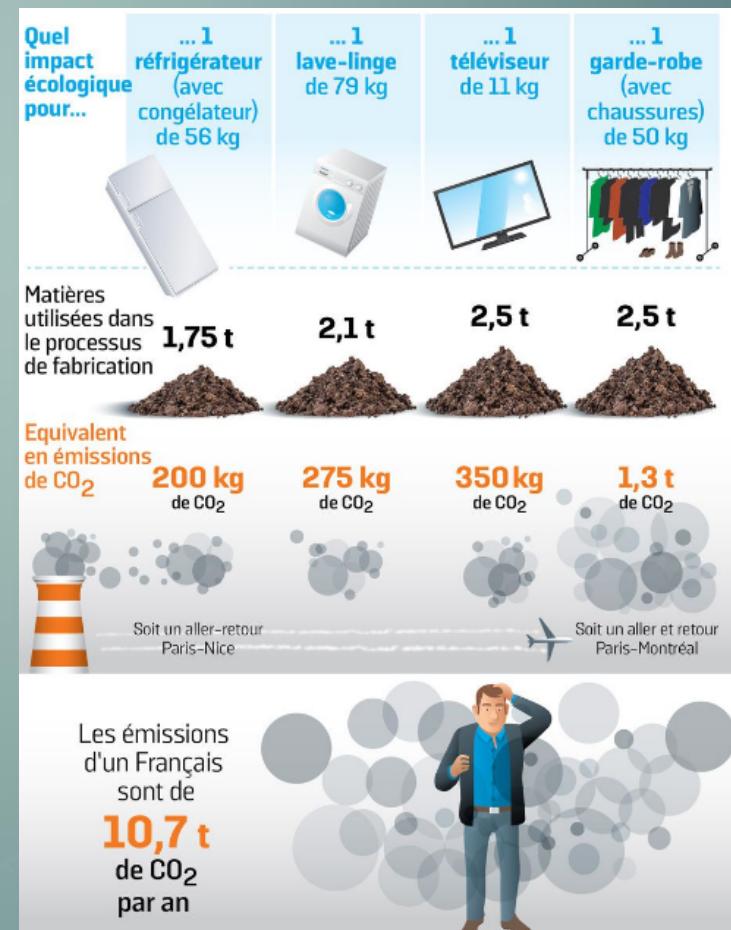
QUELLES SONT LES PRINCIPALES DÉFAILLANCES DU MARCHÉ ?

Sensibilisation :

Quels obstacles à l'achat d'une voiture d'occasion ?



La face cachée des objets



Les Français et les véhicules d'occasion, enquête La Centrale-OpinionWay, février 2016

Source : ADEME, infographies

Questionnement et Objectifs d'apprentissage

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
Quelles sont les principales défaillances du marché ?	<ul style="list-style-type: none">- Comprendre que le marché est défaillant en présence d'externalités et être capable de l'illustrer par un exemple (notamment celui de la pollution).- Comprendre que le marché est défaillant en présence de biens communs et de biens collectifs, et être capable de l'illustrer par des exemples.- Connaître les deux principales formes d'information asymétrique, la sélection adverse et l'aléa moral, et être capable de les illustrer par des exemples (notamment celui des voitures d'occasion pour la sélection adverse et de l'assurance pour l'aléa moral).- Comprendre que la sélection adverse peut mener à l'absence d'équilibre.- Être capable d'illustrer l'intervention des pouvoirs publics face à ces différentes défaillances.

Source : Programme de sciences économiques et sociales, première, 2019

Plan de l'étude

I On observe des défaillances des mécanismes de marché

- 1- en présence d'externalités
- 2- en présence d'asymétries d'information
- 3- pour produire les biens collectifs et les biens communs

II qui rendent nécessaires l'intervention des pouvoirs publics

- 1- ils découragent les externalités négatives
- 2- ils réglementent et produisent un capital institutionnel qui réduit les asymétries
- 3- ils prennent en charge la production des biens collectifs et régulent l'accès aux biens communs

I On observe des défaillances des mécanismes de marché

1- en présence d'externalités

Définir les externalités (ou effets externes) :

Un effet externe, ou externalité, est une conséquence (positive ou négative) d'une activité économique qui n'est pas prise en compte par le marché. La pollution liée aux rejets atmosphériques est un effet externe négatif. L'augmentation de la valeur d'un terrain à la suite de la création d'une activité économique (station de sports d'hiver par exemple) est un effet externe positif. En cas d'externalités, le système des prix ne guide plus les agents vers les décisions socialement optimales et il en résulte des formes d'inefficacités dans l'organisation des activités de production et de consommation. Par exemple, la demande de certains biens dont la production augmente la pollution de l'environnement peut s'accroître (et donc accroître également la pollution) car il n'existe aucun « prix » de marché de l'environnement qui entre en compte dans le calcul économique des producteurs et qui les incite à réduire leur production. Il y a donc dans ce cas défaillance du marché et nécessité d'une intervention des pouvoirs publics

Source : A. Beitone, A. Cazorla, C. Dollo, A.-M. Drai, Dictionnaire des sciences économiques, A.Colin, 2001

- 1- Qu'est-ce qu'un effet externe ou externalité ?
- 2- Donnez des exemples d'externalités positives et d'externalités négatives.
- 3- Montrez qu'en présence d'externalités négatives le coût social est supérieur au coût privé supporté par les agents économiques.
- 4- Pourquoi le marché est-il inefficace dans la gestion de ces effets ?

2- en présence d'asymétries d'information

« L'exemple des voitures d'occasion permet de saisir le problème dans son principe [...] Supposons qu'il n'y ait que quatre types de voitures : les voitures neuves et les voitures d'occasion ; les voitures de bonne qualité et les voitures de mauvaise qualité (qu'aux Etats-Unis nous désignons par « lemons »). Une voiture neuve peut être une bonne voiture ou un « lemon » et, bien entendu, il en va de même pour les voitures d'occasion. [...] Sur ce marché, les acheteurs acquièrent une automobile neuve sans savoir avec certitude que l'engin est une bonne voiture ou un « lemon ». [...] Cependant, après avoir été en possession d'une voiture donnée pendant un certain temps, son propriétaire peut se faire une bonne idée de sa qualité [...] Cette nouvelle estimation est plus juste que l'estimation initiale. Apparaît donc une asymétrie par rapport à l'information disponible sur le marché de l'automobile, car les vendeurs possèdent désormais davantage de renseignements sur la qualité des voitures que les acheteurs. Cependant, puisque, au moment de la transaction, l'acheteur est incapable de distinguer entre une bonne et une mauvaise voiture, les voitures, bonnes ou mauvaises, se vendent au même prix. D'autre part, il est évident qu'une voiture d'occasion ne peut avoir la même valeur qu'une voiture neuve ; si cela était le cas, il serait alors possible de négocier un « lemon » au prix d'une voiture neuve et d'acheter une autre voiture neuve avec une plus grande probabilité qu'elle soit bonne et une plus faible probabilité qu'elle soit mauvaise. C'est ainsi que le propriétaire d'un bon véhicule est doublement « coincé ». Non seulement il ne peut percevoir la véritable valeur de sa voiture, mais il ne peut percevoir la véritable valeur de sa voiture neuve [...] La plupart des voitures échangées seront des « lemons » tandis que les bonnes voitures risquent de ne plus être mises sur le marché. Les « mauvaises » voitures ont tendance à chasser les bonnes. »

Source : G.Akerloff (1970) « The market for « Lemons » : Quality, Uncertainty and the Market Mechanism », traduction parue dans Idées, n°130, décembre 2002.

- 1- Expliquez la notion d'asymétrie d'information à partir de ce marché.
- 2- En quoi cela remet-il en cause l'hypothèse d'information parfaite ?
- 3- Pourquoi peut-on alors dire que dans ce cas le marché n'est pas efficace ?
- 4- Proposez un ou plusieurs moyens permettant de combattre cet effet pervers.
- 5- Sur quels autres marchés peut-on à votre avis retrouver ce même problème ? Identifiez les moyens mis en œuvre sur l'un de ces marchés pour réduire l'asymétrie d'information.

3- pour produire les bien collectifs et les biens communs

Définir la notion de bien collectif :

« Un bien est dit collectif lorsque la consommation par un consommateur supplémentaire ne diminue en rien le niveau de satisfaction des autres. Corrélativement, il est impossible d'exclure quiconque par le prix de l'usage d'un tel bien. Ces deux caractéristiques entraînent que la production par le marché des biens collectifs est sous-optimale, chacun ayant intérêt à se comporter en passager clandestin»

Source : Cartellier L, L'Etat et le marché quelques éléments de problématique, in Bellon B. et alii (1994)

- 1- A partir de la définition, déterminez ce qu'est l'exclusivité et la rivalité pour un bien/service
- 2- Trouvez des exemples de services qui répondent à cette définition
- 3- Pourquoi le marché ne peut-il pas prendre en charge la production des biens collectifs ?
- 4- Quel agent économique peut intervenir pour pallier les défaillances du marché en ce qui concerne les biens collectifs ? Pourquoi ?

- Et produire les biens communs

Ex : Quand la surpêche, les poissons coulent



Source : Data gueule,
Quand la surpêche, les poissons coulent, février 2015

- 1- A partir de cet exemple et des critères d'excluabilité et de rivalité, définir les biens communs
- 2- Pourquoi le marché est-il défaillant en présence de biens communs ?
- 3- Quel est l'intérêt d'un pêcheur à court terme et à long terme ?
- 4- Pourquoi peut-on parler d'une « tragédie des biens communs » ?
- 5- L'issue est elle forcément tragique pour les biens communs ? Expliquez

	Excluabilité = des consommateurs moyennant le paiement d'un prix.	Non excluabilité = de consommateurs par le paiement d'un prix.
Rivalité = des consommateurs car l'offre est divisible. Chacun en consommant réduit les quantités disponibles/la satisfaction des autres.	Biens privatifs	Biens communs
Non rivalité = des consommateurs car l'offre est indivisible. Chacun consomme la totalité sans réduire la satisfaction des autres.	Biens de club Production publique Production privée	Biens collectifs Production publique Production privée

Classer à dans le tableau qui suit : baleines, défense nationale, télévision à péage, eau, TNT, cours de SES à CN Ledoux, cours de SES à Acadomia, cours particulier de SES, piscine municipale La Fayette, l'ESBM Handball de Besançon, alpages, autoroute, électricité, sang humain, la reproduction sociale, cinéma, des réunions politiques, un service religieux.

Exercice de classement dans LLS document 2 pp 70-71 Classer les biens

II qui rendent nécessaires l'intervention des pouvoirs publics

Nous allons voir que les pouvoirs publics ont développé divers instruments pour décourager les activités à externalités négatives et encourager celles à externalités positives

Les pouvoirs publics découragent les externalités négatives : comment ?

RÉGLEMENTATION

TAXES

PRIX DE MARCHE*

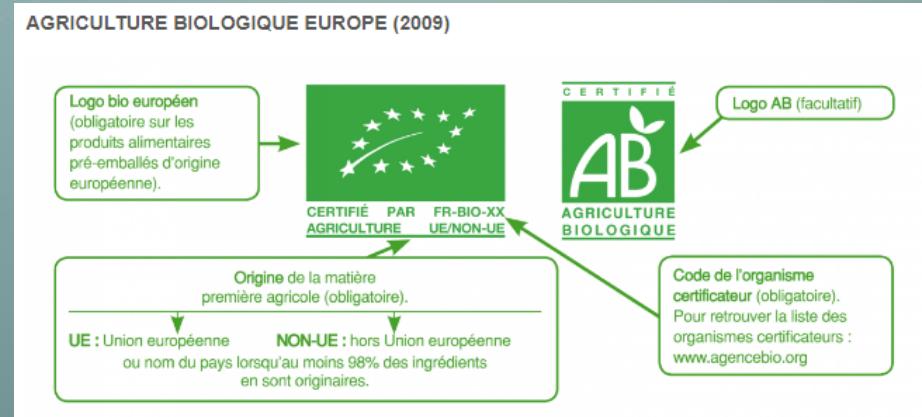
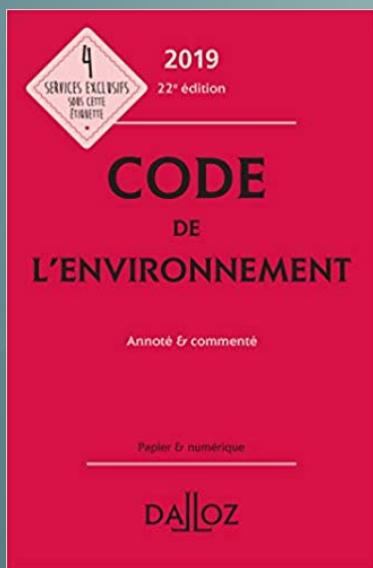
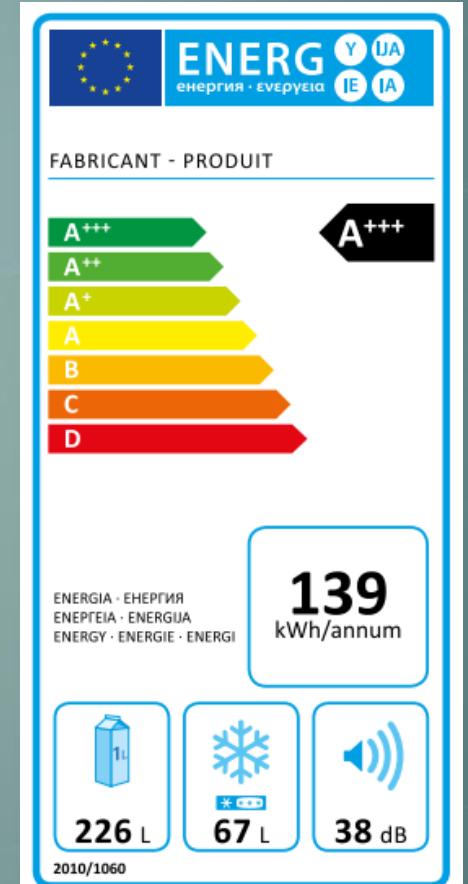
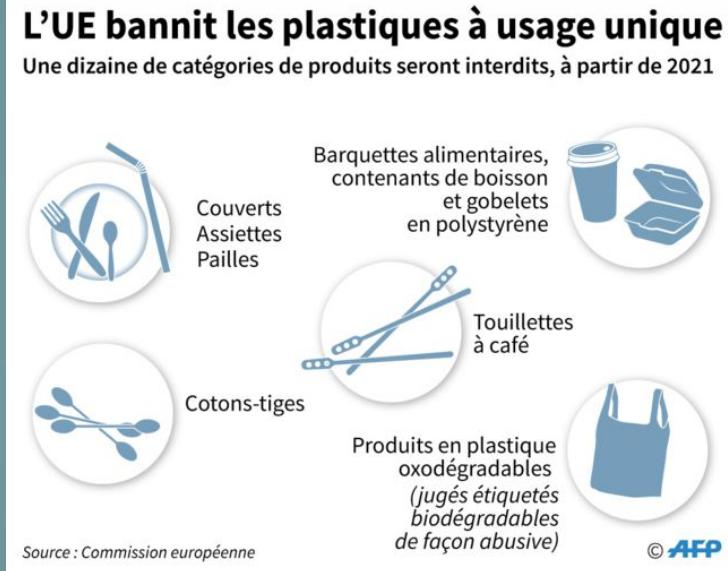
Ces trois types d'instruments sont complémentaires : la réglementation permet d'interdire certaines pratiques jugées trop néfastes et d'imposer des normes. Elle agit donc par la contrainte sur des conséquences que l'on veut absolument réduire et faire disparaître.

Les taxes et les marchés de quotas permettent de créer des incitations et poussant les agents à adopter des comportements permettant de réduire les externalités négatives. On ne peut pas tout interdire, développer des dispositifs incitatifs permet donc de compléter la réglementation.

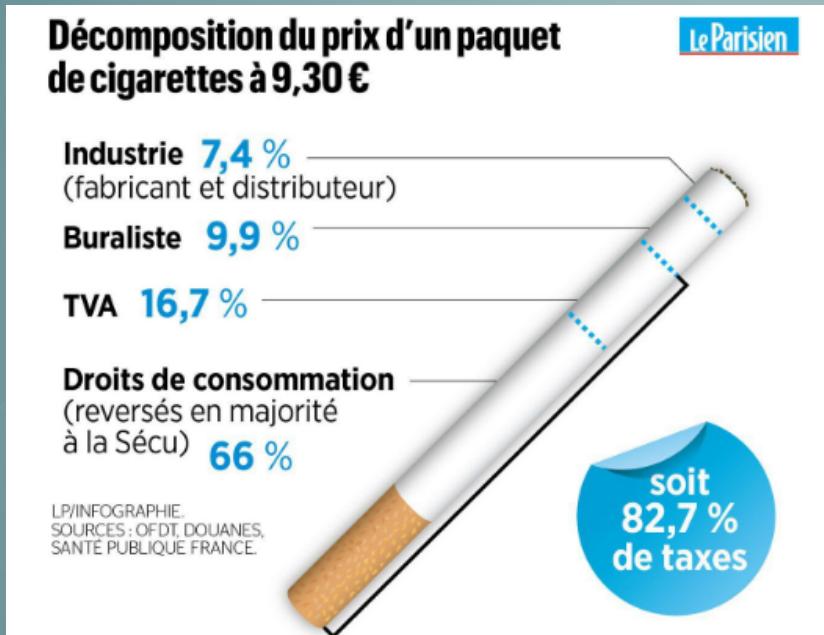
* pas au programme de première

1- ils réglementent et ils produisent un capital institutionnel qui réduit les asymétries d'information

Lutter contre la sélection adverse : la réglementation de l'information

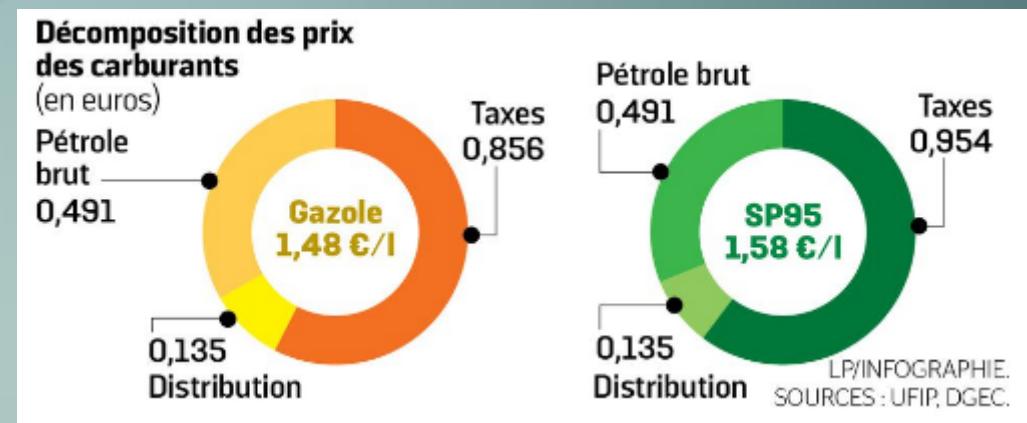


2- ils taxent / subventionnent pour orienter au mieux les conduites des agents économiques



Source : Le Parisien, 31 octobre 2019

Pour remédier à la non prise en charge par le marché des externalités, les pouvoirs publics interviennent, d'une part, pour décourager voire interdire les activités générant des externalités négatives (interdiction via la réglementation, taxation, quotas...) et, d'autre part, pour encourager les activités générant des externalités positives (subventions, normes imposées via la réglementation par ex vaccinations obligatoires qui génèrent des externalités positives : éradication de maladies, réduction du risque d'attraper certaines maladies ...



Source : Le Parisien, 5 mai 2019

Bonus/ Malus achat d'automobile 2020 : Un premier barème au 1er janvier 2020 abaissé de 7 g/km. Auparavant le malus se déclenchait à partir de 117 grammes de CO₂/km (35 €) pour atteindre son maximum (10 500 €) à 191 g/km et au-delà. Dans le projet de loi de finances 2020, le seuil de déclenchement sera désormais de 110 g/km en janvier 2020 (50 €) pour atteindre 12 500 € dès 172 g/km ! Actuellement, 172 g de CO₂/km donne un malus de 5 340 € « seulement ». Avec un seuil à 110 g/km, très peu de véhicules échapperont à un malus.

Source : leblogauto.com

3- ils prennent en charge la production des biens collectifs et régulent l'accès aux biens communs

La prise en charge par l'État des biens collectifs

Pour l'économie du bien-être¹, les caractéristiques techniques des biens collectifs rendent impossible leur production par des entreprises privées. Il s'agit là d'une défaillance du marché qui conduit à l'intervention de l'État. [...] Dans une perspective libérale, depuis les années 1980, le recours au marché pour gérer des biens collectifs s'est développé grâce à des innovations techniques et institutionnelles (télévision à péage, [...], etc.). L'évolution du progrès technique conduit [en effet] à une modification du champ des biens collectifs. Par exemple, les émissions de télévision peuvent désormais être achetées individuellement et la télévision publique ne peut plus aujourd'hui se justifier par des raisons exclusivement technique. [Néanmoins, de nombreux biens collectifs demeurent impossibles à produire via une régulation marchande. Dans ce cas], c'est à l'État de fournir les biens collectifs. En effet, les biens collectifs les plus importants – la défense nationale, [...], la protection contre le feu dans les grandes villes, etc – sont fournis par l'État et financés par les impôts.

¹ Courant d'analyse qui considère que l'intervention de l'État est légitime dès lors qu'il s'agit de pallier les conséquences d'imperfections et de défaillances du marché.

A. Beitone, A. Cazorla et E. Hemdane, *Dictionnaire de science économique*, 6ème édition, Dunod, 2019 ;
Et P. Krugman et R. Wells, *Microéconomie*, De Boeck supérieur, 3ème édition, 2016.

- 1- Expliquez en quoi les programmes de télévision étaient autrefois considérés comme des biens collectifs et ne le sont plus aujourd'hui.
- 2- Quel agent est à même de produire les biens collectifs ? Pourquoi ?

1) Expliquez en quoi les programmes de télévision étaient autrefois considérés comme des biens collectifs et ne le sont plus aujourd'hui ?

Les programmes TV répondaient bien au départ à la définition de biens collectifs : il s'agissait d'un bien non rival et non exclurable par les prix : dès lors que les individus étaient équipés d'une TV, ils avaient accès au contenu télévisuel. Le progrès technique ont permis de développer des péages pour accéder à certains programmes : en effet, les avancées technologiques ont permis de développer des systèmes par lesquels le paiement est incontournable pour profiter d'une émission. Dès lors, il y a exclusion par les prix et le programme TV ne répond plus à la définition de bien collectif.

Ainsi, le périmètre des biens collectifs évolue dans le temps au gré des évolutions techniques et des choix politiques

2) Quel agent est à même de produire les biens collectifs ? Pourquoi ?

Les biens collectifs ne peuvent être produits que par l'État puisque c'est le seul agent dont les recettes ne proviennent pas de ses ventes ; ses recettes proviennent des impôts qui lui permettent alors notamment de financer des biens collectifs, lesquels sont utiles socialement mais impossible à tarifier donc inexistant si l'on s'en remet aux mécanismes de marché.

Les pouvoirs publics réglementent l'accès aux biens communs :

Exemple de l'eau



Synthèse :

De manière générale, le marché permet une défaillances et conduit dans ces cas à une allocation une situation dans laquelle, pour des raisons techniques, la régulation par le marché se révèle impossible ou inadéquate. On distingue trois types de

efficace des ressources. Cependant, le marché présente des des ressources. On entend par du marché :

Les : ce sont les conséquences positives ou négatives d'une activité économique sur des agents non impliqués dans cette activité (sans qu'il y ait transaction sur un marché).

Le prix de ! ne prend pas en compte ces externalités ; le marché est donc pour remédier à ces externalités et ne peut donc pas y remédier.

L'État remédie aux externalités négatives en réglementant certaines activités (voire en les interdisant) ou les (taxes par exemple), et aux externalités positives en les ! (subventions par exemple) ou les rendant obligatoires.

Les biens : non rivaux et non excluables par les prix ; Les biens : rivaux et non excluables par les prix.

Le marché ne peut pas prendre en charge la des biens collectifs et des biens communs puisqu'il n'est pas possible d'en réserver l'accès à ceux qui sont disposés à en payer le . Le marché est donc défaillant pour la et la de ces biens.

L'État est le seul agent à même de produire les biens _____ et de réglementer l'accès aux biens .

Les : lorsque, dans le cadre d'un contrat, l'une des parties détient plus d'informations que l'autre.

Absence de sur le marché. Ces informations asymétriques sont source de et d'

L'État peut mettre en place des dispositifs permettant de créer plus de sur les marchés (labellisation, normes...).

De manière générale, le marché permet une **allocation** efficace des ressources. Cependant, le marché présente des défaillances et conduit dans ces cas à une allocation **inefficace** des ressources. On entend par **défaillance du marché** une situation dans laquelle, pour des raisons techniques, la régulation par le marché se révèle impossible ou inadéquate. On distingue trois types de **défaillance** du marché :

Les **externalités**: ce sont les conséquences positives ou négatives d'une activité économique sur des agents non impliqués dans cette activité (sans qu'il y ait transaction sur un marché).

Le prix de **marché** ne prend pas en compte ces externalités ; le marché est donc **défaillant** pour remédier à ces externalités et ne peut donc pas y remédier.

L'État remédié aux externalités négatives en réglementant certaines activités (voire en les interdisant) ou les **décourageant** (taxes par exemple), et aux externalités positives en les **encourageant** (subventions par exemple) ou les rendant obligatoires.

Les biens **collectifs** : non rivaux et non excluables par les prix ; Les biens **communs** : rivaux et non excluables par les prix.

Le marché ne peut pas prendre en charge la **production** des biens collectifs et des biens communs puisqu'il n'est pas possible d'en réservé l'accès à ceux qui sont disposés à en payer le **prix**. Le marché est donc défaillant pour la **production** et la **gestion** de ces biens.

L'État est le seul agent à même de produire les biens **collectifs** et de réglementer l'accès aux biens **communs**.

Les **informations asymétriques** : lorsque, dans le cadre d'un contrat, l'une des parties détient plus d'informations que l'autre.

Absence de **transparence** sur le marché. Ces informations asymétriques sont source de **sélection adverse** et d'**aléa moral**.

L'État peut mettre en place des dispositifs permettant de créer plus de **transparence** sur les marchés (labellisation, normes...).